

L'impact de la crise du Covid-19 sur la situation financière des ménages et des entreprises – Août 2020

Cette note propose une mise à jour de notre photographie de la situation financière des ménages et des entreprises à partir des statistiques monétaires et financières à fin août, publiée le 23 septembre 2020. Du fait qu'il s'agit de données non corrigées des variations saisonnières, les constats faits ce mois-ci doivent tenir compte des spécificités du mois d'août.

Les faits marquants se résument ainsi :

Les sociétés non financières continuent d'accumuler de la trésorerie, bien que sur un rythme devenant progressivement plus modéré : depuis mars les réserves de cash progressent de près de 174 GEUR. Dans le même temps, l'endettement brut des entreprises sous forme de crédits bancaires et de titres de créance commence à se stabiliser : sa hausse cumulée atteint près de 178 GEUR sur les six derniers mois. Les crédits bancaires se sont massivement orientés vers les PME (71 GEUR de mars à août, soit près des deux tiers du cumul des crédits à l'ensemble des entreprises sur la période). Au total, l'endettement net des entreprises est quasi stable par rapport à il y a six mois, avec un encours ne progressant que de 4 GEUR.

La détention par **les ménages** de numéraire et de dépôts bancaires continue de progresser en août mais à un rythme nettement plus faible qu'en juillet. Depuis mars, le cumul de liquidités s'établit à 111 GEUR dont près d'un tiers est concentré dans la région Ile-de-France. Le crédit bancaire qui avait très nettement repris depuis la sortie du confinement ralentit du fait de la pause estivale (2,6 GEUR en août après 8,5 GEUR en juillet et 10,1 GEUR en juin) et son encours est en hausse de 24,6 GEUR sur six mois. Sous réserve des mouvements des placements financiers non bancaires, le flux net d'épargne financière des ménages (calculé comme la différence entre le flux de placements et le flux de dettes) atteint 86,7 GEUR en cumul depuis le mois de mars (après 85,6 GEUR en juillet).

1 – La trésorerie et la dette des sociétés non-financières

La trésorerie des SNF reste élevée mais augmente moins rapidement qu'au mois précédent. L'encours des dépôts à vue progresse de 8,4 GEUR en août alors que celui des dépôts rémunérés se replie de - 0,3 GEUR après + 3,1 GEUR en juillet. Les achats de parts d'OPC monétaires se poursuivent sur un rythme plus ralenti qu'en juillet (1,5 GEUR après 2,7 GEUR). En cumul depuis mars, la hausse de la trésorerie des SNF atteint 174 GEUR (voir tableau 1 et graphique 1).

En août, le financement bancaire des SNF commence à se normaliser après 5 mois de hausse très dynamique. La faible augmentation observée en août (+ 0,5 GEUR après 15,1 GEUR en juillet) est vraisemblablement influencée par les facteurs saisonniers, mais elle contraste néanmoins avec le repli des mois d'août 2019 et 2018 (respectivement - 4,1 GEUR et - 2,8 GEUR). On assiste donc à un début de normalisation de la distribution du crédit, qui touche d'abord les crédits de trésorerie dont l'encours recule de 1,2 GEUR. Les crédits d'investissement augmentent, quant à eux, de 1,5 GEUR après 4,8 GEUR le mois précédent. Le dispositif des Prêts Garantis par l'État – PGE – fortement utilisé par les entreprises depuis sa mise en place est beaucoup moins sollicité, son encours atteignant 119,1 GEUR fin août après 116,6 GEUR fin juillet. Enfin, les émissions de titres restent à leur niveau du mois précédent (2,0 GEUR) toujours portées par les titres à moins d'un an.

Au total, l'endettement brut des sociétés non-financières augmente de 2,5 GEUR en août après 17,6 GEUR en juillet (voir tableau 1). Il est à noter qu'en mars, la hausse des crédits a d'abord été tirée par ceux accordés aux grandes entreprises et ETI (+ 33 GEUR), sous l'effet des tirages par ces entreprises sur leurs lignes de crédits mobilisables. Ensuite, entre avril et juillet, les flux de crédits aux PME ont pris le relais, sous l'effet des PGE (voir graphique 2). En cumul depuis mars, le flux net de crédits bancaires aux sociétés non financières s'établit à 120 GEUR dont 71 GEUR pour les seules PME. Si on ajoute les émissions nettes de titres, le flux cumulé d'endettement brut atteint 178 GEUR sur la même période.

En août, on observe une réduction de l'endettement net (dette brute - trésorerie) des sociétés non financières (- 7,0 GEUR) très en dessous de sa tendance (+ 4,0 GEUR par mois en moyenne entre janvier 2017 et février 2020). En cumul entre mars et août, la dette financière nette progresse de 5,8 GEUR. On n'observe pas à ce stade de hausse marquée de la dette nette des SNF considérées dans leur ensemble. Il convient néanmoins de souligner que les entreprises ayant accumulé de la trésorerie ne sont pas nécessairement celles qui ont le plus recouru à l'endettement durant cette période, les entreprises réalisant beaucoup de transactions avec d'autres entreprises.

2 – Numéraire et dépôts, crédits et épargne financière des ménages

Tableau 1 : Trésorerie, dette brute et dette nette des sociétés non-financières

(en GEUR, non CVS)

	Encours		Variation d'encours ^(a)						Moyenne janvier 2017 – février 2020
	Février 2020	Août 2020	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	
	Placements								
Trésorerie	696,4	870,3	27,6	42,7	58,5	21,2	14,3	9,6	2,9
Cumul depuis mars		173,8	27,6	70,4	128,8	150,0	164,3	173,8	
Dépôts bancaires	632,8	797,3	41,1	40,6	47,2	15,9	11,6	8,1	3,4
– dépôts à vue	471,3	630,5	40,4	44,5	45,2	12,3	8,5	8,4	3,5
– dépôts rémunérés	161,5	166,8	0,8	- 3,8	1,9	3,6	3,1	- 0,3	- 0,1
OPC monétaires ^(b)	63,6	73,0	- 13,5	2,1	11,3	5,3	2,7	1,5	- 0,6
	Financement								
Dette brute	1 709,6	1 887,4	32,1	60,0	42,0	23,5	17,6	2,5	6,9
Cumul depuis mars		177,8	32,1	92,1	134,2	157,7	175,3	177,8	
Crédits bancaires	1 066,5	1 186,9	35,4	25,3	28,9	15,1	15,1	0,5	4,1
dont PGE		^{119,1 (d)}							
– trésorerie	236,7	325,0	27,3	19,1	24,0	10,5	8,6	- 1,2	0,5
– investissement	768,2	791,6	7,7	4,2	3,8	1,3	4,8	1,5	3,4
– autre	61,6	70,3	0,4	2,0	1,1	3,3	1,7	0,2	0,1
Titres de créance ^(b)	643,1	700,5	- 3,3	34,7	13,1	8,4	2,5	2,0	2,8
– à moins d'un an	53,1	67,7	- 1,9	8,8	8,1	- 5,4	3,1	1,9	0,5
– à plus d'un an	590,0	632,8	- 1,4	25,9	5,0	13,8	- 0,6	0,1	2,3
	Financement net								
Dette nette ^(c)	1 013,2	1 017,1	4,5	17,3	- 16,4	2,4	3,3	- 7,0	4,0
Cumul depuis mars		4,0	4,5	21,7	5,3	7,7	11,0	4,0	

(a) A la différence des flux, les variations d'encours peuvent inclure notamment des effets de valorisation

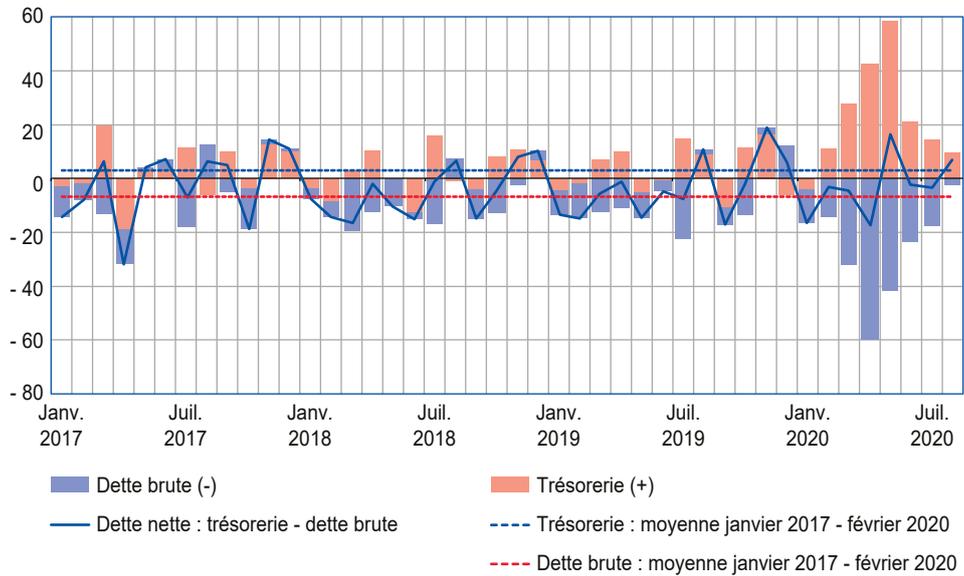
(b) Chiffres provisoires

(c) Dette brute moins trésorerie

Source : Banque de France

Graphique 1 : Trésorerie, dette brute et dette nette des sociétés non-financières

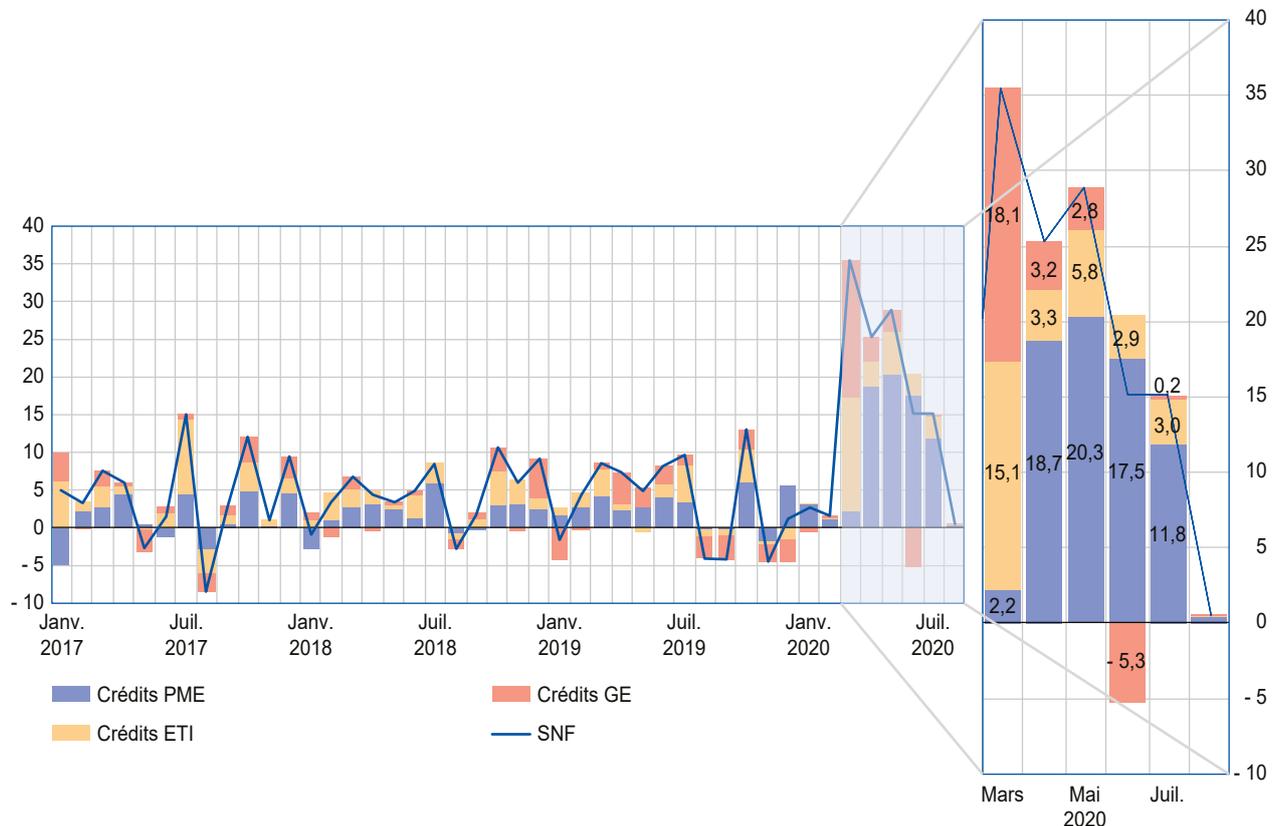
(variations d'encours, en GEUR, non CVS)



Source : Banque de France.

Graphique 2 : La dette bancaire des SNF par taille d'entreprise

(variations d'encours, en GEUR, non CVS)



Source : Banque de France.

Le rythme de constitution des dépôts bancaires par les ménages ralentit fortement en août du fait de la pause estivale (+ 3,1 GEUR, après + 15,8 GEUR en juillet et + 17,1 GEUR en juin) et s'établit légèrement au-dessus de la valeur moyenne observée au mois d'août depuis 2014 (+ 2,7 GEUR) (voir tableau 2 et graphique 3).

Les flux nets de crédits bancaires, qui avaient repris force de mai à juillet, diminuent nettement en août à 2,6 GEUR, s'établissant 3,6 GEUR en dessous de la moyenne pré-covid, de janvier 2017 à février 2020 (+ 6,2 GEUR). Le crédit à la consommation, en août, contribue négativement (- 0,3 GEUR) aux flux de crédits totaux portés par le crédit à l'habitat (2,9 GEUR). Des ralentissements similaires sont observés en août 2019 (4 GEUR pour le crédit à l'habitat et - 0,8 GEUR pour le crédit à la consommation) et août 2018 (4 GEUR pour le crédit à l'habitat et - 0,7 GEUR pour le crédit à la consommation).

Au total, l'épargne financière (hors placements non bancaires, c'est-à-dire la différence entre les dépôts y compris numéraire et les crédits) accumulée depuis mars 2020, atteint 86,7 GEUR à fin août après 85,6 GEUR en juin. La répartition régionale dans la formation de ce cumul montre une part prépondérante de l'Île-de-France (voir encadré).

Tableau 2 : Placements, dette bancaire et épargne bancaire des ménages

(en GEUR, non CVS)

	Encours		Variation d'encours ^(a)						Moyenne janvier 2017 – février 2020
	Février 2020	Août 2020	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	
	Placements								
Numéraire + dépôts bancaires	1 623,9	1 735,2	22,2	26,6	22,1	18,8	17,9	3,7	6,3
Cumul depuis mars		111,3	22,2	48,8	70,9	89,7	107,6	111,3	
Numéraire	81,2	91,9	2,3	1,5	2,5	1,7	2,1	0,6	0,5
Dépôts bancaires	1 542,7	1 643,3	19,9	25,1	19,6	17,1	15,8	3,1	5,9
- dépôts à vue	502,1	562,0	14,1	13,6	13,7	11,5	9,4	- 2,4	3,2
- dépôts rémunérés	1 040,6	1 081,3	5,8	11,5	5,9	5,6	6,4	5,4	2,7
	Financement								
Crédits bancaires	1 492,7	1 517,3	- 0,3	- 4,2	7,9	10,1	8,5	2,6	6,2
Cumul depuis mars		24,6	- 0,3	- 4,5	3,4	13,5	22,0	24,6	
Consommation et autre	285,1	286,8	- 1,4	- 2,4	0,5	2,9	2,4	- 0,3	0,7
Habitat	1 207,6	1 230,4	1,1	- 1,8	7,4	7,2	6,1	2,9	5,5
	Placements nets								
Épargne bancaire ^(b)			22,5	30,8	14,2	8,7	9,4	1,1	0,1
Cumul depuis mars			22,5	53,3	67,5	76,2	85,6	86,7	

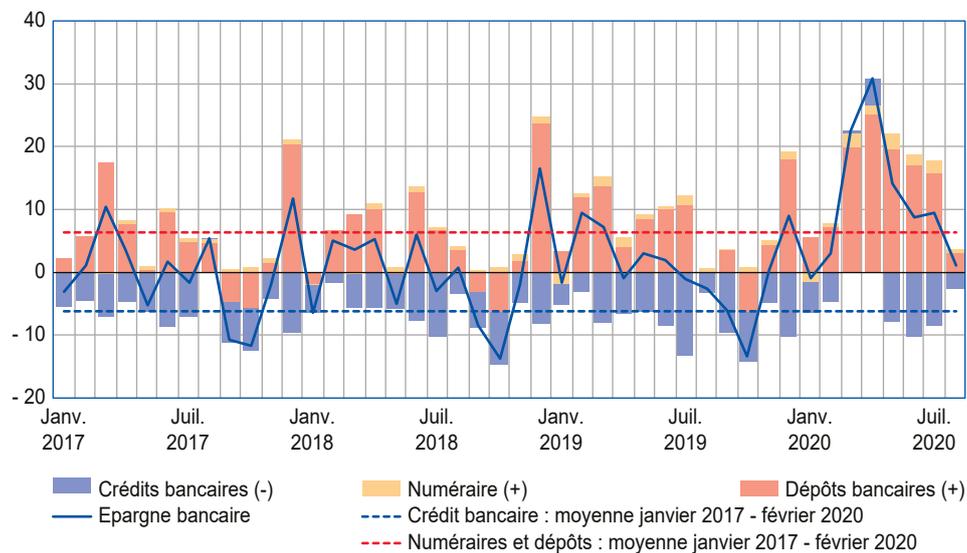
(a) A la différence des flux, les variations d'encours peuvent inclure notamment des effets de valorisation

(b) Numéraire+ dépôts bancaires-crédits bancaires

Source : Banque de France

Graphique 3 : Numéraire, dépôts bancaires, dette bancaire et épargne bancaire des ménages

(variations d'encours, en GEUR, non CVS)

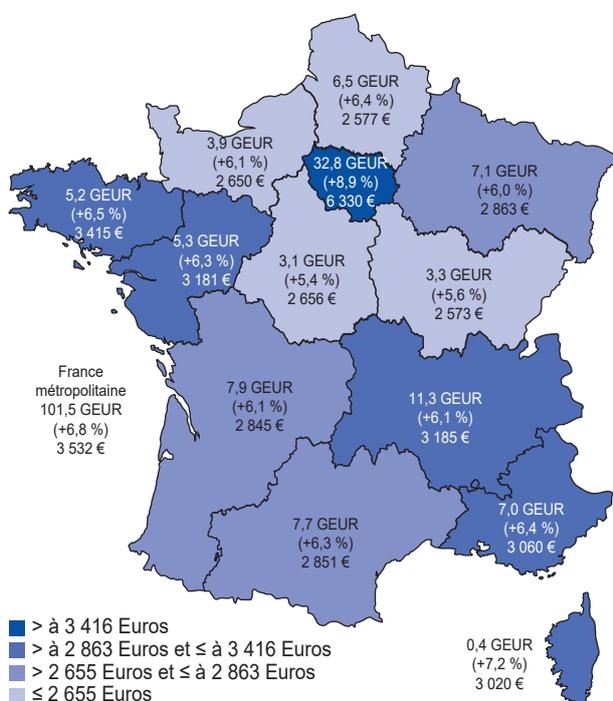


Note : les flux de dettes apparaissent en signe inversé
Source : Banque de France.

Les dépôts bancaires par région depuis le confinement

Le confinement entre mars et mai 2020 a provoqué un phénomène d'épargne forcée pour les ménages français. Une augmentation importante et rapide des dépôts des ménages est visible sur la carte ci-dessous montrant la variation d'encours de dépôts entre fin février et fin juillet 2020 en montant total¹, en taux de croissance et en montant moyen par ménage.

Variation de l'encours des dépôts des ménages entre fin février et fin juillet 2020 : montant total (en GEUR et en %) et montant par ménage (en EUR)



Source : Banque de France.

On peut observer que la hausse des dépôts de mars à juillet 2020 a été la plus forte en Ile-de-France avec + 32,8 GEUR pour 101,5 GEUR² pour l'ensemble de la France métropolitaine. Hors Ile-de-France, la région Auvergne-Rhône-Alpes présente la deuxième plus forte progression avec + 11,3 GEUR. En montant total toujours, les régions Nord et Sud progressent de façon plus importante que les régions Ouest, Centre et Centre-Est.

En terme de taux de croissance, l'Ile-de-France se distingue également avec + 8,9% ainsi que la Corse avec + 7,2%. Les autres régions présentent des taux allant de + 5,4% pour le Centre-Val de Loire à + 6,5% pour la Bretagne.

En rapportant ces montants des effets de population, l'Ile-de-France se détache encore nettement avec + 6330 euros de dépôts par ménage, près du double de la moyenne pour la France métropolitaine qui est de + 3532 euros par ménage. La correction de l'effet population joue un rôle significatif notamment pour la Bretagne, région qui atteint la deuxième plus forte progression de dépôts par ménage à + 3415 euros malgré une augmentation totale plutôt plus faible que les autres régions³. Il convient de souligner que ces montants moyens par ménage peuvent recouvrir d'importantes disparités au sein de la population de chaque région.

¹ Les données de la collecte dépôts et crédits par région (centralisations financières territoriales) ne sont disponibles qu'à fin juillet au jour de la rédaction de cette note.
² Ce cumul issu de la collecte des dépôts et crédits par région est légèrement différent de celui des statistiques monétaires. En effet les deux collectes portent sur des périmètres un peu différents en terme de typologie de remettants et de couverture géographique.
³ Pour analyser plus finement l'évolution des placements par région, il faudrait rapporter le flux de dépôts au revenu par ménage et par région.

Le tableau ci-dessous présente le placement mensuel moyen d'un ménage pour chacune des régions en moyenne entre janvier 2017 et février 2020 (placement en période « normale »), le placement mensuel moyen entre mars 2020 et juillet 2020 (montants en € de la carte précédente divisés par 5, constituant un placement en cette période « atypique ») et la part de ces placements dans le total en période normale et en période « atypique ».

En Ile-de-France, les ménages ont placé sur leurs dépôts 327,5 euros par mois entre janvier 2017 et février 2020 et 1 266,0 euros par mois entre février et juillet 2020 (colonne (a) et colonne (b) du tableau ci-dessous). Les dépôts représentaient 30,22 % du total des dépôts des ménages résidents (colonne (c)). Ils en représentent 32,34 % à fin juillet (colonne (d)). Il y a donc eu une progression de la part de l'Ile-de-France de 2,12 points de pourcentage (colonne (e)). C'est la plus forte hausse sur l'ensemble des régions. La part d'autres régions augmente aussi mais d'une ampleur nettement moindre que l'Ile-de-France, par exemple le Grand Est avec 0,34 point de pourcentage. D'autres comme l'Auvergne-Rhône-Alpes ou la Nouvelle-Aquitaine notamment, voient leur part diminuer de respectivement - 0,83 et - 0,78 point de pourcentage.

Flux de dépôts des ménages par mois et par région

(en euros)

	(a) Placement « normal » sous forme de dépôts par ménage (moyenne janvier 2017 - février 2020, en €)	(b) Placement « atypique » sous forme de dépôts par ménage (moyenne de mars à juillet 2020, en €)	(c) Part des dépôts dans le total (période « normale », %)	(d) Part des dépôts dans le total (période « atypique », %)	(e) Différence période atypique vs période normale (en points de pourcentage) (d)-(c)
France Métropolitaine	195,6	706,3	Total : 28,1 G€	Total : 101,5 G€	
Île-de-France	327,5	1266,0	30,22 %	32,34 %	2,12
Auvergne-Rhône-Alpes	189,6	637,0	11,93 %	11,10 %	-0,83
Nouvelle-Aquitaine	173,4	569,0	8,55 %	7,76 %	-0,78
Occitanie	155,7	570,2	7,47 %	7,57 %	0,10
Grand Est	150,9	572,6	6,64 %	6,97 %	0,34
Provence-Alpes-Côte d'Azur	178,3	612,0	7,25 %	6,89 %	-0,36
Hauts-de-France	140,5	515,4	6,33 %	6,43 %	0,10
Pays de la Loire	192,9	636,3	5,69 %	5,20 %	-0,49
Bretagne	202,1	682,9	5,46 %	5,11 %	-0,35
Normandie	153,2	530,0	4,05 %	3,88 %	-0,17
Bourgogne-Franche-Comté	138,5	514,6	3,18 %	3,27 %	0,09
Centre-Val de Loire	138,8	531,1	2,86 %	3,03 %	0,17
Corse	140,2	603,9	0,37 %	0,44 %	0,07

Source : Banque de France